

## Conseil aux entreprises et Formation professionnelle continue

Déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 72 47 00986 47 auprès du préfet de région Nouvelle Aquitaine. Application de l'article R. 6351-6 du Code du travail. N° RNE : 0470000V

### La Pratique du Droit du travail



**Durée : 10 journées** de 7 h/j (70 h)



**Session : 2 jours hebdomadaires**

**Du 25 août au 15 octobre 2022**



**Lieu : 100% en distanciel**



**Public concerné :**

Gestionnaires du service paie, RH, dirigeants, d'un service juridique



**Prérequis :** niveau Bac minimum



**Animateur(trice) :** Juriste en droit du travail + compétences professionnelles



**Nature et sanction de l'action :**

**Action :** article L 6313-1-1° du Code du travail

**Sanction :** Attestation individuelle de formation avec résultat de l'évaluation et Certificat de réalisation.



**Accessibilité aux personnes en situation de handicap :**

Plateforme avec solutions d'accessibilité



**Modalités et délais d'accès :**

A réception du formulaire d'inscription, convention de formation, à retourner dûment signée et revêtue du cachet, 10 jours minimum avant le début de la formation. Seul le règlement global génère l'inscription définitive.



**Compétences visées :**

Respecter le droit du travail dans les différents secteurs d'activité



**Tarif Formation : 5 460,00 €** (Cinq mille quatre cent soixante euros) / participant, soit **78,00 € / heure** TVA non applicable, art. 261.4.4° a du CGI.



**Objectifs :**

Acquérir l'évolution juridique du droit du travail. Savoir mesurer les conséquences des clauses insérées dans les contrats de travail. Connaître les techniques des bulletins de paie. Etre apte à rédiger les documents de rupture du contrat de travail.



**Programme :**

► **L'environnement juridique**

Les sources du droit social

La veille juridique

Les conventions et accords collectifs

La protection des données personnelles

► **Les contrats de travail**

Le recrutement et les aides à l'embauche

Les caractéristiques, formes de contrats et clauses contractuelles

Le contrat de travail à durée indéterminée et déterminée

La période d'essai,

Les contrats spécifiques (temps partiel, apprentis...)

► **La relation de travail**

La rémunération

Les mentions figurant sur le bulletin de paie

Les secteurs d'activité particuliers (BTP, services de l'automobile, métallurgie...)

L'adaptation du salarié en situation de handicap

► **La rupture du contrat de travail**

La démission, la prise d'acte et la résiliation judiciaire

Le licenciement pour motif personnel, la rupture conventionnelle

Le licenciement pour motif économique



**Méthodes pédagogiques et modalités d'évaluation :**

Positionnement en amont. Documents pédagogiques transmis au participant. Possibilité de s'entraîner avec vos documents comptables. Réalisations de cas réels pour faciliter l'assimilation des concepts abordés. Evaluation des acquis.

Evaluation à chaud et à froid de la formation.



**Contact : Josiane DELRIEU**

**05 53 47 90 93**

**jd.developpement@gmail.com**

## FORMULAIRE D'INSCRIPTION Formation Professionnelle Continue


Dispositif de Formation : Plan  Autre

Intitulé de la Formation : .....


Date de la session : .....


### ETABLISSEMENT

Raison sociale :



Code postal :





Nom du responsable :

Fonction :

Ville :

SIRET :

NAF :

Effectif :


OPCO :


### PARTICIPANT

NOM :

Prénom :

Fonction :





Etes-vous en situation de handicap ?

Oui  Non

Avez-vous besoin d'aménagements ?

Oui  Non

### MODALITES D'INSCRIPTION

Ce formulaire vaut acceptation des **conditions générales de vente** disponibles sur notre site Internet <http://jd-developpement.fr>

A réception du formulaire d'inscription, une **convention (ou contrat) de formation professionnelle** vous sera adressée, à nous retourner dûment signée et revêtue du cachet de l'établissement.

Seul le **règlement global** génère l'inscription définitive, sauf pour les organismes publics.

JD Développement a opté pour le régime d'**exonération de la TVA** (article 261-4-4°a du CGI).

Date

Nom du signataire, signature et cachet